

Trois mille pompiers et hospitaliers disent non à l'austérité

La colère des sapeurs-pompiers, qui craignent une baisse drastique du budget que leur consacre le conseil départemental, s'est étendue à d'autres acteurs du secteur public. Hier, les soldats du feu ont été rejoints dans les rues de Lille par de nombreux agents hospitaliers. Pas rien en plein état d'urgence.



Hier après-midi. Le boulevard Louis-XIV est pris d'assaut. Les manifestants sont venus nombreux défendre le service public avec les pompiers. Tout reste possible quand il y a urgence. PHOTO CHRISTOPHE LEFEBVRE.

PAR FRÉDÉRIC LECLUYSE
lille@lavoiexnord.fr

LILLE. Quinze heures, hier, devant le bâtiment du conseil régional. La foule qui noircit le boulevard Louis-XIV tourne les yeux au ciel. Une épaisse fumée noire envahit le champ de vision. Des pneus brûlent. La gomme de la contestation. Elle se rallumera devant l'hôtel du département,

quelques hectomètres plus loin. La colère des pompiers s'est à nouveau enflammée. Alors que l'état d'urgence interdit en théorie ce genre de rassemblement, le préfet du Nord ne s'y est pas opposé. « L'état d'urgence est une chose, les revendications en sont une autre », sourit Laurent Cauterman, de la CGT pompiers. « Vous ne nous enlèverez pas le droit de manifester », claironnent dans le défilé des militants Sud santé sociaux, contre « Hôstéri-

té » dans le département. Toujours fermement opposés à la volonté de la nouvelle majorité (de

« La France est à vendre. Mais la République a besoin de son service public. »

droite) de l'assemblée départementale, les soldats du feu ne sont plus seuls. Des collègues

sont venus de partout en France témoigner leur soutien. « Nos élites sont en train de vendre France, la République a besoin de son service public », tonne Laurent Cauterman, le leader charismatique CGT des pompiers du Nord. Il n'est pas le seul à le penser. Des agents des hôpitaux de Lille, Valenciennes, Béthune ou Tourcoing partagent également cette idée de ne pas assister sans rien faire à ce qu'ils appellent la casse du service public.

La cause est entendue. Elle est d'ailleurs intersyndicale. En tête de cortège, une banderole annonce clairement l'unité. « Les emplois disparaissent et ne sont pas remplacés », dénonce Vladimir Nieuu (Sud santé). « Toutes nos luttes sont solidaires », clame un texte. La foule s'est aussi solidarisée avec les victimes des tueries de Paris en respectant une minute de silence et en tonnant la *Marseillaise*. Il y a urgence. ■

« On n'est pas des enfants gâtés »

Gilles est pompier à Douai. Il ne digère pas la perspective de voir son salaire baisser. « On nous dit que nous sommes des gens indispensables mais quand il faut faire des économies, on tape sur nous. C'est anormal. Nous ne sommes pas une variable d'ajustement. Et nous ne sommes pas les enfants gâtés de la République. » Sapeur à Dunquerque, Benoît rappelle les attentats de Paris. « On a vu qu'on peut compter sur nous. Et c'est partout pareil. Alors, je ne comprends pas pourquoi le département envisage de nous supprimer des primes pour diminuer son budget. » Infirmière au

CHR, Louise avoue son ras-le-bol des discours sur l'austérité. « Ce n'est pas en vivant plus mal que ça ira mieux ! Y'en a marre d'entendre à tout bout de champs les mots marnisme, sacrifice ou résignation. Ce qui est vrai, c'est qu'il y a des besoins, des hommes, des femmes, des hôpitaux. » Travailleur social à Cambrai, Jean-Michel estime, lui, que dans une société en crise, « le service public est le dernier espace de l'unité sociale. C'est le seul bien commun, le détruire, c'est mourir... » Une dame âgée s'approche. « Continuez, ce que vous faites, c'est pour nous. » ■ FK.L.



Agents hospitaliers et travailleurs sociaux ont défilé avec les pompiers.

Abbaye de Valenciennes

NOËL DANS SON PAYS
VAUCELLES

LE PORTUGAL

27-28-29 NOVEMBRE
4-5-6 DÉCEMBRE 2015

Tarif : 7 €, gratuit pour les enfants accompagnés d'un parent. 5,50 € en groupe.
59258 LES RUES-DES-VIGNES - France - Tél. 03.27.76.60.65 - www.vaucelles.com